

moitié d'entre eux devront se recycler dans d'autres secteurs d'activité.

Il y a une décennie, le simple fait de chuchoter l'idée aurait provoqué des émeutes. Il y a dix ans, si vous aviez déclaré publiquement à des gens qu'ils devraient renoncer à leur mode de vie, pas seulement à des moyens de subsistance mais à un mode de vie établi depuis des générations, on vous aurait chassé de la ville. Or, les gens se montrent maintenant tout à fait déterminés à appuyer les mesures nécessaires et à accepter toutes les privations voulues pour permettre la reconstitution des stocks de morue.

Je voudrais profiter de l'occasion pour m'adresser à ceux qui siègent dans leurs tours d'ivoire faites d'acier et de verre, à des comités de rédaction qui, du haut de leur 25^e ou de leur 30^e étage au centre-ville, affirment que la région de l'Atlantique est finie, qu'on a brisé les reins de l'économie, que les gens n'ont plus le moral et qu'il faut réinstaller les personnes touchées à Toronto, à Montréal, à Calgary, à Vancouver ou ailleurs où il y a des emplois. Mes propos visent également ceux qui pensent que, s'ils étaient confrontés aux mêmes défis que les gens de la région de l'Atlantique, ils s'effondreraient et abandonneraient tout. Je veux leur dire que ce n'est pas là l'état d'esprit des gens de la région de l'Atlantique et que ce n'est pas dans leur nature, non plus.

Les habitants de la région, ainsi que de Terre-Neuve et du Labrador, ne sont pas désespérés, mais ils puisent dans leurs ressources profondes et ils ont découvert une source de courage et de conviction leur permettant de poursuivre. Nous allons rebâtir notre industrie et rétablir une nouvelle éthique de conservation. Nous avons bien l'intention de nous assurer que le dernier poisson qui reste est protégé afin qu'on puisse rebâtir ce secteur qui a, de tout temps, été très important.

Nous paierons n'importe quel prix pour conserver cette ressource. Nous allons imposer 14 moratoires sur la pêche aux poissons de fond et en appliquer un à la pêche de subsistance. Nous allons demander à 35 000 personnes de remiser leurs bateaux et de fermer leurs usines.

• (1555)

En tant que nation, nous allons payer la note pour subvenir à leurs besoins et les recycler. Nous n'exigerons rien de moins des pays étrangers qui pêchent aux extrémités des Grands Bancs. Pourquoi ne pas faire appel à la générosité et à la compréhension de la France, du Portugal, de l'Espagne, du Japon et de la Russie, et leur dire que nous avons déjà pris toutes les mesures possibles pour conserver les ressources halieutiques et qu'il leur incombe au moins de respecter, à notre instar, ces importants moratoires sur la pêche à la morue?

Nous avons déclaré que nous n'allions pas prendre une seule livre de poisson, cette année, aux extrémités des Grands Bancs, qui servent de frayères à ce qui a déjà été la plus importante source de protéines du monde, pas une seule livre. Nous avons aussi déclaré qu'à une époque où il existe une entente, signée à Bruxelles par le truchement de l'OPANO, alors que les Canadiens ont accepté de ne pas pêcher et que nos partenaires de

Le Budget

l'OPANO ont aussi accepté de ne pas pêcher, nous n'admettrons pas que des navires pirates arborant un pavillon de complaisance viennent se moquer du sacrifice consenti cette année par les Canadiens, et par d'autres pays, en vue de la reconstitution des stocks de morue.

Lundi prochain, je serai à New York. Au nom du Canada, j'y présenterai une allocution devant la conférence des Nations Unies sur la pêche en haute mer. Je ferai valoir très nettement que nous voulons résoudre cette question au moyen d'une entente. Toutefois, je préciserai aussi que nous sommes prêts, si cela est nécessaire, à prendre des mesures unilatérales.

Il y a deux ans, lorsque le gouvernement d'alors s'est présenté devant le Parlement pour demander l'autorisation de mettre en place un programme d'aide pour les pêcheurs de l'Atlantique, le ministre de l'époque a fait remarquer que les stocks de morue du Nord avaient sérieusement diminué; il y a deux ans de cela déjà.

Dans un contexte de déficit national de 30 milliards de dollars, le ministre a demandé de l'aide pour les 17 000 personnes qui seraient déplacées. Il a déclaré que cette aide serait requise pendant deux ans. Voici que, deux ans plus tard, le déficit n'est plus de 30 milliards de dollars, mais bien de 46 milliards et ce ne sont plus 17 000 personnes, mais plutôt 35 000 qui ont besoin d'aide. La durée prévue n'est plus de deux, mais de cinq ans. La crise a pris une ampleur dramatique.

Comme je l'ai déjà dit, nous voulons faire tout notre possible pour rétablir l'industrie de la pêche en commençant la restructuration chez nous et en imposant des mesures de protection raisonnables d'un côté comme de l'autre de la limite des 200 milles. Nous savons aussi que nous devons renflouer l'économie. Nous devons diversifier l'économie de la région de l'Atlantique.

Permettez-moi de prendre comme exemple ma propre province, Terre-Neuve et le Labrador. Je sais qu'il ne suffit pas de demander à mes compatriotes canadiens de nous appuyer durant cette période difficile pour les pêches. Je sais que nous devons démontrer que les habitants de Terre-Neuve et du Labrador sont prêts à relever le défi de la concurrence, à se perfectionner et à se faire une place sur les marchés mondiaux.

C'est l'orientation que nous avons prise. Je voudrais faire part à certains de mes collègues originaires des autres régions du Canada, de ce qui se passe à Terre-Neuve, leur dire où se trouvent les nouveaux débouchés et d'où viennent les nouveaux chefs de file.

L'un des secteurs dans lequel nous pouvons être concurrentiels et auquel ne nuit pas le fait d'être à 90 milles du reste du pays, est celui des nouvelles industries axées sur l'information et les connaissances, de la technologie de pointe, de la recherche et du développement. C'est là qu'est l'avenir et c'est ce secteur qui assurera notre avenir.

De nouvelles entreprises d'ingénierie apparaissent régulièrement dans notre province. L'an dernier, la société RDS Engineering de Terre-Neuve s'est vu accorder, de préférence à ses concurrents nationaux et internationaux, un contrat de 6 millions de dollars pour Hibernia. Une nouvelle entreprise, Instrumar, a mis au point un système permettant de déceler la présence de glace, de neige ou de toute autre substance, sur les ailes des